

Philippe Durant

HAUTE PROTECTION

La protection des hautes personnalités
de De Gaulle à Sarkozy



AVALANCHE
Productions

Extrait de la publication

nouveau monde
éditions

HAUTE PROTECTION

Suivi éditorial et mise en pages :
Marie-Mérodie Delgado

Corrections :
Catherine Garnier

© Nouveau Monde éditions, 2010
24, rue des Grands-Augustins - 75006 Paris

ISBN : 978-2-84736-544-3
Dépôt légal : novembre 2010

Philippe DURANT

HAUTE PROTECTION

LA PROTECTION
DES HAUTES PERSONALITÉS
DE DE GAULLE À SARKOZY

nouveau monde
éditions

« Gorille c'est pas une situation d'avenir.
Sauf à l'Élysée. »
Jean Gabin dans *Le Soleil des voyous*
(Jean Delannoy, 1967)

**VINCENT, RENÉ, ALBERT
ET LES AUTRES...**

GOÛT BULGARE

C'est la faute au Mauser.

Une arme efficace, le Mauser. Catégorie pistolet semi-automatique. Le jour où son créateur, le Teuton Paul Mauser, le présenta au Kaiser Guillaume II, ce dernier fit mouche à plusieurs reprises. Il en sourit de satisfaction. Une sorte de certificat de baptême pour ce flingue aussi moderne que redoutable. Date : 20 août 1896.

Ce premier Mauser connut une fastueuse descendance, mais aussi des frères, des cousins et même des imitateurs moins fiables. Le Mauser pullula dans toute l'Europe, avec un ancrage plus marqué à l'Est. Il n'avait pas fini de faire parler de lui.

En octobre 1934, un calibre 7,65, modèle Schnellfeuer, se retrouva entre les mains de Vlado Tchernozemski. Un nationaliste bulgare militant au sein de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne. Résistant pour les uns, terroriste pour les autres ; pas commode pour tout le monde. Il empoigna le pistolet allemand avec la ferme intention de s'en servir. Pas sur des cibles en carton comme son impérial prédécesseur. Le Bulgare stationnait à Marseille. Bains de mer et parties de pétanque ne figuraient pas à son programme. Il était là pour Alexandre, ci-devant roi de Yougoslavie, en voyage officiel en France. Il devait se rendre à Paris via la cité phocéenne où un train spécial n'attendait plus que lui. Vlado connaissait le parcours du cortège. Qui ne le connaissait pas ? Tout Marseille se bousculait pour admirer les fastes de la République déployés en faveur du roi venu de l'Est. Mieux que le Grand Guignol. Gratuit, en plus. Tchernozemski se planta sur la Canebière avec vue sur le Vieux Port d'un côté et l'église des Réformés de l'autre, Mauser planqué dans ses frusques.

Dès que la Delage noire décapotée arriva à sa hauteur, il sauta sur l'occasion et sur le marchepied. Bang, bang. Deux coups tirés avec un calme surprenant. Le royal Alexandre entra dans la rubrique nécrologique. Présent à ses côtés, le général Georges tenta de s'interposer. Mal lui en prit, il fut touché par deux autres balles qui le firent passer de vie à trépas. Vlado paraissait déterminé à vider son chargeur coûte que coûte.

Le Mauser remplit sa mission.

Au-delà du fait divers aux répercussions internationales, l'autre intérêt fut d'observer la réaction des forces de l'ordre. Il y avait du monde, et du beau : 1500 gardiens de la paix, 200 inspecteurs en civil, plusieurs compagnies de gendarmes. Ne manquaient que les tirailleurs sénégalais et les chasseurs alpins. De quoi contenir une émeute. Mais pas stopper un tireur isolé. Dire que ce fut la panique serait très en deçà de la vérité. Désordre, bousculade, cris. Personne n'y comprenait rien. Réflexe quasi conditionné chez certains : répondre au feu par le feu. Des assermentés défouraillèrent leurs armes et tirèrent à qui mieux mieux. Sans savoir sur qui ni pourquoi. Cela aurait pu tourner au massacre. Beaucoup de balles perdues. Pas pour tout le monde, hélas. L'une se logea dans le poitrail du ministre des Affaires étrangères, Louis Barthou, qui « défunta » à son tour. Mort que l'on s'empressa de mettre sur le dos de Vlado en dépit d'une analyse balistique formelle : la balle assassine avait été tirée par l'arme d'un policier français. Des anonymes aussi furent touchés, dont une femme qui en mourut. Dans cette pagaille indescriptible, seul le lieutenant-colonel Pollet conserva sang-froid et efficacité. De son sabre effilé, il frappa Tchernozemski à plusieurs reprises et exhorta les forces de l'ordre à cesser le feu. Plus facile à crier qu'à obtenir. Le forcené fut arrêté et les armes regagnèrent, enfin, leurs étuis.

Bilan de la journée : trois morts chez les officiels, un scandale d'ampleur mondiale et un service d'ordre à revoir de A à Z..., à construire. Ce qui fut fait, promptement.

Ainsi donc, le Mauser, qui n'en demandait pas tant, provoqua, malgré lui, la création d'un nouveau service au sein de la police, le SVOSHP (service des Voyages officiels et de la Sécurité des hautes personnalités).

Une nouvelle entité allait s'épanouir.

Merci la Waffenfabrik.

LE LIVRE DE MARS

Dans la réalité policière, cet attentat contre le roi de Yougoslavie fut la goutte de sang qui fit déborder le vase. Car de fâcheux précédents confirmaient les faiblesses des balbutiants services de protection français.

En quarante ans, la douce France avait quand même perdu deux de ses présidents dans des circonstances violentes. Le 24 juin 1894, alors qu'il se rendait au Grand Théâtre de Lyon, Sadi Carnot fut occis d'un coup de poignard par un anarchiste italien... Le 6 mai 1932, Paul Doumer fut la cible d'un immigré russe qui lui tira dessus à bout portant. Le président décéda le lendemain... À cela s'ajoutaient divers incidents dont le plus célèbre, qui fit ricaner la France entière, fut la chute nocturne de Paul Deschanel, lui aussi président. Dans la nuit du 23 mai 1920, il tomba du train qui l'emmenait à Montbrison, sans que personne ne s'en rende compte, pas même ses « gardes du corps ». Blessé, le président chancelant erra en pyjama le long de la voie. Fort heureusement, il finit par croiser un cheminot qui, non sans méfiance, s'occupa de lui...

Cette succession d'événements tendait à prouver que, question sécurité des officiels, les policiers français brillaient par une incompétence crasse. On pouvait se faire assassiner sous leurs yeux sans qu'ils ne lèvent un bras ou choir d'un train sans qu'ils ne lèvent un sourcil. Autant dire que s'ils avaient été absents ou ailleurs, la face de l'histoire n'en eût pas été beaucoup changée. Ces policiers-là n'étaient pas faits pour la protection et n'avaient reçu aucune formation en conséquence. En ces temps pas si reculés, on protégeait les dirigeants du mieux que l'on pouvait, à la bonne franquette et au coup de coude. Efficacité : néant.

Afin d'enrayer l'hécatombe et d'éviter de nouvelles bévues en tous genres, il était plus que temps de réagir. Entre le maintien de l'ordre et la sécurité des chefs d'État s'étendait un gouffre qu'aucun service ne pouvait franchir sans un minimum d'organisation.

Le ministère de l'Intérieur lança une saine réflexion. Le ministre lui-même y participa peu car, en ces temps troublés, aucun n'avait le temps de profiter de son siège : en cinq ans se succédèrent onze ministres ! Pendant que les hommes politiques jouaient à la chaise musicale, les fonctionnaires de la direction de la Sûreté nationale planchaient sur le dossier. Ils aboutirent à un texte ad hoc, point de départ d'une professionnalisation progressive de la protection rapprochée.

Le 1^{er} mars 1935 parut une « circulaire relative à la sécurité des déplacements officiels » signée par le président du Conseil Pierre-Étienne Flandin et par cinq ministres.

Dès les premières lignes, elle enfonçait le clou : « À la suite d'événements douloureux et regrettables, il a paru nécessaire de résumer, en les mettant à jour et en les précisant, les directives à suivre lors des voyages officiels. »

Cette circulaire constitua l'acte de naissance de ce nouveau service qu'était le SVOSHP rapidement réduit, dans le jargon policier, à « Voyages officiels » et même à « VO ».

Personne n'eut l'outrecuidance de remarquer que l'existence de « hautes » personnalités impliquait, *ipso facto*, celle de « basses » personnalités. Distinguo nécessaire pour éviter que toutes les personnalités se retrouvent sur un pied d'égalité, ce qui aurait fait désordre. Restait à dessiner la frontière séparant l'élite de la piétaille, les gens d'en haut de ceux d'en bas, mais aussi à définir précisément ce qu'était une « personnalité ». Aucun texte ne le fit. On préféra se référer à l'usage et à la coutume. Ceux qui ne bénéficiaient pas de la protection du SVOSHP pouvaient se poser des questions quant à leur position sur l'échelle politique...

Les auteurs du texte novateur s'étaient efforcés de couvrir tous les domaines. En amont, un service d'information était créé pour « examiner les différentes phases par lesquelles passe l'organisation proprement dite du voyage ». Concrètement cela impliquait d'abord de recueillir tous les renseignements possibles, particulièrement au niveau des menaces potentielles. Mieux valait prévenir qu'essuyer des coups de feu.

Désormais chaque déplacement officiel devait être préparé un mois à l'avance. Le temps des voyages éclairs ou surprises n'était pas encore de mise. Un mois avant la date fatidique, donc, se tenait, dans la préfecture chapeautant la future ville visitée, une première réunion. Autour de la table s'asseyaient le représentant de la présidence de la République, le général commandant la région, le commissaire divisionnaire chargé des voyages officiels, le commandant d'armes, le commandant de la compagnie départementale de gendarmes, le commissaire central, le commissaire spécial, le chef de la brigade régionale de la police mobile, le chef du service télégraphique de l'Élysée, le directeur départemental des postes, le représentant du réseau de chemin de fer local, le chef du service de la voirie du secteur, plus diverses autorités tels maires, président du Conseil général, président de la chambre de commerce, etc. Bref, une petite foule chargée de dresser les grandes lignes de la venue du président. Chacun défendait ses prérogatives, tentait d'en tirer les meilleurs avantages.

En réalité, celui qui suait le plus était ce fameux commissaire divisionnaire chargé des voyages officiels. Toute la sécurité reposait sur ses larges épaules. Magnanime, la circulaire lui mâchait le travail, lui rappelant quelques règles de base :

Envoi d'un télégramme circulaire pour inviter tous les préfets à prendre des mesures de sécurité de protection pendant le voyage.

Dispositions particulières déterminées par les renseignements recueillis par le service d'information.

Rédaction des coupe-files de sûreté pour les personnalités accréditées, invités, membres de la presse, fonctionnaires de police.

Le divisionnaire devait saisir le problème à bras-le-corps, étudier le parcours du cortège, vérifier l'emplacement des policiers et gendarmes, épilucher les listes d'invités... Pour ce faire, épaulé par ses adjoints, il se rendait sur place et inspectait le plus de lieux possibles : bâtiments, rues, édifices, etc. Rien ne devait lui échapper. D'après la circulaire, il se devait aussi de vérifier la solidité des arcs de triomphe, des mâts et de toutes les décorations et illuminations présentes sur le lieu de passage du cortège.

Ce même policier avait l'autorisation et l'autorité pour organiser une répétition grandeur nature du cortège. Dans la louable intention de l'aider dans sa tâche, la circulaire réglementait strictement la dis-

position des véhicules et de leurs escortes. Ainsi, le « groupe officiel » comportait « cinq motocyclistes ouvrant la marche, un peloton de gendarmes ou de gardes mobiles à cheval, une fanfare de cavalerie, une ou deux voitures dites “protocolaires”, un peloton de cavalerie dit “de tête”, l’étendard et sa garde, la voiture présidentielle flanquée de huit cyclistes ou motocyclistes et gardée à l’arrière par huit autres cyclistes ou motocyclistes sur un ou deux rangs, la voiture de sûreté de l’Élysée, les voitures transportant les personnalités officielles, un peloton de cavalerie dit “de queue”, déployé sur toute la largeur de la chaussée ».

Concernant la protection rapprochée *stricto sensu*, le texte précisait : « Un officier général et un officier supérieur sont placés à hauteur des portières de la voiture. » Le reste du service d’ordre était assuré par la police locale, la gendarmerie et la garde mobile. Charge pour eux, non seulement de surveiller et de contenir la foule, mais également d’interdire les jets de confettis, serpentins et même bouquets lors du passage du cortège. L’heure n’était plus à la fête, la sécurité de la République devenait chose sérieuse. On comprend pourquoi un mois était nécessaire à toute cette mise en place.

La circulaire de mars ne prêtait pas à sourire. Il allait falloir l’appliquer à la lettre. Plus qu’un bouleversement, cela provoqua un changement en profondeur. Oubliées les habitudes, terminées les préparations bâclées, le nouveau service allait avoir du pain sur la planche. Il ne pouvait se douter de sa longévité ni que, trois quarts de siècle plus tard, il n’aurait plus du tout le même aspect.

« La circulaire de 1935 était très bien faite, constate Gilles Furigo, directeur du service en 2010. Par exemple, elle parlait déjà des coupe-files, c’est-à-dire de l’équivalent des badges que l’on emploie aujourd’hui ! Incroyable. »

Le service nouvellement créé comptait cinq commissaires et trente inspecteurs.

Pendant ce temps, en ce même mois de mars 1935, non loin de là, Adolf Hitler rétablissait le service militaire obligatoire.

MARÉCHAL, LES VOILÀ

Les consignes imposées par la circulaire furent respectées. L'efficacité en sortit grandie. Régicides, anarchistes, conspirateurs et autres semeurs de troubles hésitèrent à l'idée de se heurter à de solides obstacles. Confiant dans ce nouveau dispositif, le président pouvait se déplacer en France en toute quiétude. Bénéficiant du service dit de Sûreté de la présidence de la République, attaché à sa seule personne, Albert Lebrun n'eut à se plaindre d'aucun incident. Il n'en fut pas de même pour la mère patrie.

Après une guerre, qui n'avait de « drôle » que le nom, suivit un conflit douloureux. Le militaire Pétain succéda au civil Lebrun. Le récent service mis en place fut rebaptisé *in petto* « Sûreté du Maréchal », sans doute pour faire croire aux Français qu'un maréchal est plus important qu'un président. Le commissaire Wurstlin, directeur à la préfecture de police de Paris, prit les commandes de cette unité qui regroupa d'abord cinq puis dix-sept inspecteurs de police, pour la plupart issus des Voyages officiels, tous enhardis par leur mission de protéger le nouvel homme fort du pays. Dans les faits cela consista essentiellement à sécuriser les couloirs menant à son bureau et à sa chambre, car le nouvel homme fort affichait 84 ans et une énergie déclinante.

Parallèlement, des gendarmes se trouvèrent chargés d'assurer la protection « extérieure » de Pétain à Vichy, en particulier lors de ses déplacements en France et autour de l'*Hôtel du Parc* où résidaient le maréchal et son épouse, qui faisaient chambre à part. Ces gendarmes, qui se voulaient d'élite, formaient la compagnie de garde personnelle du chef de l'État. Ils furent surnommés les Mousquetaires du Parc.

Pétain se comparait-il au roi Louis XIII ou au cardinal Richelieu ? Nul ne le sut. Au total quatre cent vingt hommes placés sous la fêrule du colonel de gendarmerie Lionel Lazare Barré à la fibre patriotique exacerbée :

« C'est une tâche splendide que la vôtre, clama-t-il pour haranguer ses troupes. Héritiers des traditions légendaires des "cent gardes", vos grands anciens, vous avez le rare honneur et la satisfaction enviable d'assurer par une veille exclusive et permanente le repos et la sécurité de notre grand chef. Unis dans un enthousiasme vibrant, sans faiblesse comme sans relâche, ensemble nous présenterons à la Nation ravie et à la gendarmerie toute entière l'exemplaire accompli des qualités de discipline, d'ardeur et de foi qui font et refont les peuples grands et forts¹. »

Les plus attentifs notèrent que le repos du grand chef passait avant sa sécurité. Personne ne se permit d'en faire la remarque à haute voix.

Le sémillant Barré, qui portait bien son nom, menait son petit monde à la baguette. Il exigeait l'excellence tant autour des bâtiments officiels, au cours des voyages officiels, qu'au quotidien. Il passait son temps à épier ses hommes et à écrire des notes. Celle du 3 décembre 1942 est symptomatique du climat bon enfant qui régnait dans la ville d'eau : « J'ai rencontré ce matin, rue Georges-Clemenceau, un gendarme du corps de la garde personnelle accompagné de sa femme et portant un enfant dans ses bras. Si le geste, en soi, part d'un bon sentiment paternel, il est cependant contraire au règlement. Le capitaine de la compagnie veillera tout particulièrement à ce que ce fait ne se renouvelle pas, ni celui, pour un gendarme, de donner le bras à sa femme en ville. Je suis décidé à sanctionner impitoyablement tout fait de cette nature². »

Si la plupart des militaires formant la garde prétorienne se disaient fiers et honorés de servir le maréchal, certains avaient une vision plus aiguë des réalités. Ainsi, le lieutenant Robert Frumin espionna le pouvoir vichyste et transmit de précieux renseignements à Londres. Il le paya de sa vie.

1 Cité par Xavier Aiolfi, *La garde personnelle du chef de l'État : 1940-1944*, Nouvelles Éditions latines, 1999.

2 Cité par Jean-Marie Pontaut et Éric Pelletier, *Chronique d'une France occupée*, Michel Lafon, 2008.

Pétain aimait aussi se déplacer pour rassurer un pays en proie aux doutes. En voiture ou en train, il sillonnait les routes de province. Sa Renault Vivastella noire type « Viva Grand Sport » ne tarda pas à être connue et reconnue. Les voyages officiels du maréchal étaient l'occasion d'une mobilisation importante : cinq cents hommes chargés de veiller sur sa sécurité. Près de lui, un inspecteur de l'équipe de Wurstlin faisait office d'unique vrai garde du corps et voyageait dans la Renault officielle, qui, elle-même, était suivie par deux autres voitures chargées d'inspecteurs de la même équipe, prêts à agir. Le vainqueur de Verdun affectionnait bains de foule, serremments de mains et tapotements affectueux sur les chères têtes blondes, ce qui compliquait quelque peu le travail de ses protecteurs. Pas vraiment d'inquiétude, tant les Français semblaient apprécier, voire aduler, le sauveur de la patrie. Les hommes de Wurstlin devaient plus repousser les assauts de sympathie que les manifestations de colère.

Au fil des années, la façade se lézarda à en troubler civils et militaires en poste à Vichy. Quand vint 1944, depuis plus de quatre ans, la France n'était plus un pays où il faisait bon vivre. Pourtant, au sein du gouvernement, on continua de soutenir que la personne du maréchal n'était aucunement en danger et que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes. Le 5 juin, veille du Débarquement, les hautes instances s'efforçaient encore d'afficher bonne figure. La note de service de l'inévitable Barré, datée de ce jour, se voulait primesautière : « Afin de stimuler le zèle, je décide d'organiser un concours dit du plus beau jardin. Ce plus beau jardin sera celui qui aura donné les plus beaux légumes et la plus grande quantité de légumes³. » En dépit des sourires et des manifestations d'optimisme, des gendarmes furent appelés en renfort pour protéger Pétain. À quoi bon ? L'heure du choix avait sonné : certains s'empressèrent de rejoindre la Résistance.

Le 9 septembre 1944, la garde du maréchal fut officiellement dissoute. Elle avait fait son temps et ne laissait pas un impérissable souvenir.

Une dizaine de jours auparavant, une autre unité était également passée à la trappe pour tomber dans les limbes de l'oubli : le Groupe spécial de protection, qui comptait deux cent cinquante hommes. Sa mission, protéger Pierre Laval, objet de nombreuses menaces et cible d'un attentat à Versailles, en août 1941.

³ *Ibid.*

Achévé d'imprimer en France par Corlet

Extrait de la publication

HAUTE PROTECTION

Les attentats contre de Gaulle, les coulisses des voyages de François Mitterrand, le suicide de Pierre Bérégovoy, le caillassage de Lionel Jospin, les mésaventures de Jacques Chirac en Afrique, les tensions avec le Secret Service américain, l'« évacuation » du couple Sarkozy en Israël, les arcanes des sommets internationaux, un secrétaire d'État pris dans une fusillade, un ministre tenu en joue dans un aéroport, une voiture suicide... Autant d'événements racontés pour la première fois par ceux qui les ont vécus.

Créé en 1934, à la suite de l'assassinat du roi Alexandre I^{er} à Marseille, le Service des Voyages officiels s'est considérablement développé, jusqu'à devenir l'actuel service de Protection des hautes personnalités (SPHP), considéré comme l'un des meilleurs du monde.

Ce livre relate les grandes étapes de cette évolution. Il détaille le passage d'une protection rapprochée un peu sommaire à une organisation parfaitement huilée. Tout en évoquant les progrès techniques et technologiques, il s'attache à l'aspect humain, aux hommes de terrain, face aux grands, et aux moins grands, de ce monde, face aux incidents de dernière minute, face au danger.

Surprenantes, amusantes, tragiques, mais toujours instructives, de nombreuses anecdotes – pour la plupart totalement inédites – émaillent cet ouvrage. Entrez dans les coulisses de la protection des « puissants » qui n'ont pas de secrets pour leurs officiers de sécurité.

*Biographe réputé du cinéma français (Belmondo, Ventura, Gabin, Audiard, etc.) et journaliste, **Philippe Durant** a également participé à la rédaction de Mémoires de policiers français.*

19 euros
978-2-84736-544-3



nouveau monde
éditions

Extrait de la publication
www.nouveau-monde.net

SODIS 吳
751433-1